



## ÉDITORIAL

### DERNIÈRE LIGNE DROITE AVANT LE 22 OCTOBRE



Les candidat-e-s populistes aux élections fédérales avec les militant-e-s des sections le 12 août à Peseux.

La campagne électorale est entrée dans sa dernière ligne droite. Nos militant-e-s et les candidat-e-s ont déjà battu le pavé aux quatre coins du canton pour mener une campagne décentralisée, pour n'oublier personne.

Ce slogan illustre à merveille le cœur de nos préoccupations. C'est d'autant plus important que l'inflation va peser toujours plus lourd dans les budgets des ménages: entre les hausses de primes maladie, d'électricité, de mazout, de gaz, de produits alimentaires ou des loyers, un ménage risque de devoir déboursier plusieurs centaines de francs par mois en plus l'an prochain. Une situation alarmante qui n'émeut guère la droite de ce pays. Au contraire, sa politique des caisses vides et de la responsabilité individuelle va accentuer l'écart entre les plus riches et les plus démunis en attendant un ruissellement imaginaire que nous promet le capitalisme. Nous ne sommes pas dupes !

Prenons la question sanitaire comme exemple. Là où nous proposons une proximité des soins, un accès le plus égalitaire aux prestations de santé, le PLR plaide pour une assurance obligatoire «light». Autrement dit, face à une hausse des primes qui fait exploser les budgets des travailleurs et des travailleuses, la réponse consiste à réduire les prestations auxquelles on peut prétendre. Cette

fausse santé à la carte - ce n'est pas un vrai choix - ne fait que renforcer une santé à deux vitesses. Celle-ci est pourtant déjà bien en place avec des complémentaires onéreuses que les revenus modestes ne peuvent pas s'offrir.

Au PoP, nous sommes convaincus qu'une caisse unique - nationale ou cantonale - permettrait de reprendre la main sur un dossier qui n'a rien à faire dans une logique de marché. C'est pourquoi nous entendons participer au lancement d'une initiative populaire. Il est impératif que les primes soient calculées en fonction du salaire. En attendant que le système soit modifié, réunissons-nous contre la hausse des primes 2024. Le 29 septembre, soyons nombreux et nombreuses à Neuchâtel!

La baisse du pouvoir d'achat n'est évidemment pas que le fait de la hausse des primes. Avec l'augmentation du taux hypothécaire de référence, les locataires risquent de voir leur loyer augmenter de manière éhontée, notamment par des propriétaires qui en profiteraient alors que les taux d'intérêt de leur emprunts n'ont pas bougé.

Et pour couronner le tout, les prochains mois seront décisifs sur les questions de prévoyance vieillesse. Le 4 mars, nous voterons sur la réforme LPP 21, une autre attaque contre le pouvoir d'achat. Le projet prévoit en effet une baisse du taux de conversion de 6,8 à 6% qui entraînerait

une diminution de rentes pouvant atteindre 3240 fr. par année. Or, les rentes du 2e pilier ne font que chuter depuis des années. Lors de ce scrutin, nous aurons aussi l'occasion de dire oui à la 13e rente AVS, plus nécessaire que jamais. Rappelons à cet égard, qu'au POP nous défendons l'intégration du 2e pilier dans l'AVS pour renforcer le 1er pilier qui est juste socialement et fonctionne sur le principe de la solidarité.

C'est dans ce contexte d'inflation et de précarisation - les revenus modestes subissent bien plus le renchérissement car les hausses des primes maladie, celles des loyers ou de l'énergie ne sont pas proportionnelles au revenu - que nous devons nous mobiliser pour conserver notre siège au Conseil national et même, pourquoi pas, créer la surprise au Conseil des États pour prendre le siège du PLR qui n'a cessé de vouloir précariser les Neuchâteloises et les Neuchâtelois en s'attaquant au salaire minimum.

Les grands pronostiqueurs autoproclamés qui se sont lourdement trompés en 2019 nous donnent encore perdants cette année. C'est avec plaisir que nous leur donnerons tort le 22 octobre, car mathématiquement, les chances de le maintenir sont tout aussi bonnes qu'il y a quatre ans et nos combats sont plus que jamais d'actualité.

*Julien Gressot*

# FÉDÉRALES CONNAISSEZ-VOUS JULIEN GRESSOT ET LAURENCE BOEGLI?



**L**aurence Boegli est candidate au Conseil national. Dans la vidéo tournée par Fabien Cortat, vous la découvrirez comme vous ne la connaissez peut-être pas: «J'ai une fille, une colocataire et un chat. J'aime les V... ». Les V? Laurence aime faire de la voile, du vélo et du violon. Autre signe distinctif? Les «co», elle qui vit en colocation et qui est co-chef de l'Office cantonal de la politique familiale et de l'égalité. Elle fait aussi du co-voiturage et du co-batelage. C'est donc dans le partage et la discussion que les décisions se prennent. Elle a grandi dans les Montagnes. Elle vit et travaille aujourd'hui dans le Bas: «Mes racines sont dans les sapins et mes amis partout dans le canton.»

Son engagement prend forme notamment lors de **manifestations pour la paix**, dont celle réunissant 100000 personnes à Berne en 1983. «Je suis attachée à la notion de paix. J'ai encore marché à Pâques l'an dernier en lien avec l'Ukraine. Mon engagement politique s'est aussi traduit par six ans au Conseil général de la Chaux-de-Fonds, dont un comme présidente, et 12 années comme députée au Grand Conseil. La politique est le choix que j'ai fait pour changer les injustices. Je ne me bats pas en solitaire.

Je suis profondément sociale et **l'action collective** d'un parti me correspond bien. Le PoP s'est historiquement battu pour les avancées sociales, comme l'AVS.» Les attaques contre l'âge de la retraite, l'accès pour toutes et tous à la culture, l'égalité entre femmes et hommes sont au cœur de ses préoccupations. Laurence se demande aussi «quel avenir nous voulons offrir à notre jeunesse». Sur les questions fiscales, elle plaide pour un **impôt progressif** pour que chacun et chacune reçoive ce dont il et elle a besoin.

Pourquoi se mobiliser le 22 octobre? «Les décisions du parlement fédéral influencent nos vies et elles ne vont pas dans la bonne direction. Augmenter l'âge de départ à retraite, ne pas indexer pleinement les rentes AVS alors que le sauvetage d'une banque se compte en milliards, cela me choque et il faut inverser le rapport de force. C'est pourquoi il faut voter. Si vous trouvez que tout va bien n'allez pas voter et s'il faut changer des choses, votons ensemble.» Et de conclure en citant Paul Eluard: «C'est la chaude loi des hommes de changer l'eau en lumière, le rêve en réalité et les ennemis en frères. Il m'émeut chaque fois que je le dis, mais je crois que c'est ce que je vise en politique.»

**Julien Gressot** vit quant à lui à la Chaux-de-Fonds. Marié depuis 2010, il est père de deux enfants. Historien des sciences et des techniques et de l'innovation, il fait actuellement une thèse de doctorat sur l'observatoire de Neuchâtel. «J'ai décidé de reprendre des études après plusieurs années de galère dans une situation de **précarité** où on enchaînait les petits boulots. On vivait au-dessous du minimum vital. J'étais père au foyer durant cinq ans en parallèle de mes études. C'est constitutif de mon identité. Cela m'a montré la nécessité de partager les tâches. La **famille** m'est chère, elle me permet de me ressourcer après de longues journées de travail ou de militantisme. Je suis passionné d'histoire, de culture, de littérature et de patrimoine et j'adore me ressourcer lors de longues promenades dans la nature en famille.»

Sensible aux inégalités sociales et à l'injustice, il a fondé à 16 ans, avec des amis, les MJ PoP, les ancêtres des Jeunes PoP. Il a ensuite milité au sein de la section chaux-de-fonnière qu'il a présidée cinq ans durant. Il siège de 2010 à 2022 au Conseil général. En 2021, il entre Grand Conseil. Il y avait déjà siégé entre 2013 et 2017. Depuis 2021, il préside le PoP neuchâtelois. Son engagement

il l'explique avec force: «Il est impératif de lutter contre les inégalités sociales, les injustices, et de militer en faveur d'une **meilleure répartition** des richesses. Mon engagement se résume en quatre thématiques: justice sociale, accès à la formation et à culture, meilleure politique d'intégration et plus grande harmonie entre le vivant et l'humain.»

Julien s'est énormément impliqué au niveau cantonal et communal pour des plans climat. Pour le soutien aux migrant-e-s, dont la Suisse profite en les reconnaissant insuffisamment, Julien est à l'origine de la carte citoyenne chaux-de-fonnière qui facilite l'accès de toutes et tous à divers services; il a aussi déposé un postulat cantonal pour la régularisation des sans-papiers.

Il est important que la population aille voter «car nous vivons des crises au pluriel dont la crise climatique, récupérée de toutes parts. Nous devons nous demander quelle société nous voulons. La voulons-nous plus fermée, plus technophile et libérale, ou **plus solidaire**? Depuis 1848, la Suisse est dirigée par la droite et on voit où on en est. Plus que jamais il faut une société plus à gauche avec d'autres visions du monde. Le PoP a sa place à Berne pour aller vers une société plus juste.»

# FÉDÉRALES DÉCOUVREZ DENIS DE LA REUSSILLE ET SARAH BLUM

On le connaît mais on ne sait pas tout. Comme ses trois colistiers et colistères, le conseiller national popiste sortant, **Denis de la Reussille** s'est livré à notre membre et vidéaste Fabien Cortat (tous les portraits peuvent être vus en scannant le QR code ci-dessous). Footballeur à un certain niveau – comme il le dit – c'est surtout le hockey sur glace qui le titille désormais. Fan inconditionnel du HCC, il aime suivre ses « fistons » qui jouent au HC Le Locle. Il adore également se ressourcer au gré de balades dans les pâturages boisés.

Comme nombre de militant-e-s populistes, il a débuté par la **récolte de signatures et l'affichage**. «J'ai ensuite eu la chance d'être élu au Conseil général du Locle où j'ai siégé de 1992 à 1996 avant d'entrer au Conseil communal en 1996 et d'y passer près de 27 ans.» Député durant plusieurs années, il siège au Conseil national depuis 2015. Il est d'ailleurs le seul popiste à Berne. Sa conscience politique, elle date du début des années 70 «lorsque mes copains italiens et espagnols risquaient de devoir quitter le pays sous le coup des **initiatives Schwarzenbach**» et dans le climat des guerres anti-colonialistes.

Issu d'un milieu populaire, il a été biberonné à la lutte pour une 3e semaine de vacances et l'égalité salariale qui n'est toujours pas acquise. Au niveau national, les enjeux sont presque les mêmes qu'il y a 10 ans, selon DDR: la hausse des primes d'assurance-maladie paupérise une grande partie de la population: «Un

prélèvement sur le salaire comme dans certains pays nordiques est une priorité!»

Lorsque des classes viennent visiter le Palais fédéral, il ne se lasse pas de leur rappeler que «**tout est politique**: le prix du train, le nombre d'élèves par classe – même si cela relève des cantons, etc... ». Il critique le fait que les moyens financiers ont été extrêmement augmentés pour l'armée: «Au PoP, on préfère financer l'amélioration des transports publics, de l'instruction ou augmenter les subsides aux caisses maladie.»

Et de citer Brecht pour conclure: «Celui qui se bat peut perdre, celui qui ne se bat pas a déjà perdu.»

A ses côtés sur la liste pour le Conseil des États et candidate aussi au National, **Sarah Blum**. A 39 ans, la Chaux-de-Fontaine mère de deux petites filles de 2 ans et demi et 4 ans et demi rappelle qu'elle aime aller à la rencontre des gens. «Je suis **intéressée par les autres**, intéressée à apprendre de nouvelles choses et me confronter à d'autres idées.» Côté sport, c'est au tennis qu'elle donne tout.

Enseignante d'allemand et d'histoire dans une école professionnelle, elle est la cheffe de groupe VertPoP au Grand Conseil où elle siège depuis 2017. Actuellement, elle fait partie du Bureau du Grand Conseil et est membre des commissions législative, éducation - qu'elle préside - et démocratie cantonale. Avant cela, elle a siégé de 2012 à 2017 au Conseil général de la Chaux-de-Fonds qu'elle a présidé en 2013. «Quand je me suis engagée en 2012, je ne militais pas au parti. Par contre, j'ai

toujours eu une sensibilité de gauche et j'ai toujours été intéressée par la chose publique. Je militais déjà au **syndicat**. Je me suis notamment battue pour que les conditions de travail des enseignantes et enseignants soient respectées.» Son implication politique vient de son envie «de m'engager pour ne pas toujours critiquer les choses au bistrot du coin, mais aussi pour rendre quelque chose à la société qui a investi en moi. C'est grâce à elle si j'ai pu faire de longues études.»

Parmi ses priorités, la formation évidemment: «Je me battrai entre autres pour un accès à une formation de qualité et accessible à toutes et à tous. Il me tient aussi à cœur que les **services publics** soient un modèle de qualité. De manière générale, je me bats pour plus de justice, pour plus d'égalité.»

Pourquoi est-ce important de voter? «En tant que femme je suis particulièrement sensible à la problématique étant donné que nous, les femmes, ça ne fait pas très longtemps qu'on en a le droit. Il est donc important d'en faire usage. Et il faut voter PoP car toutes les tranches de la population doivent être représentées, pour que personne ne soit oublié.»

*Fabien Cortat et Vivian Bologna*



## LA CHAUX-DE-FONDS APRÈS LA TEMPÊTE, L'HEURE EST AU SOUTIEN

Lara Zender, cheffe du groupe PoP au Conseil général de la Chaux-de-Fonds revient sur la séance du législatif de fin août. Il y était notamment question du crédit extraordinaire de plus de 11 millions pour affronter les conséquences de la tempête du 24 juillet. Il s'agit de financer les réparations sur la voie publique et sur les bâtiments de la ville de ces dernières semaines, les heures supplémentaires des services communaux et les différents dégâts aux bâtiments ainsi que la replantation des arbres. «Pour le PoP, ce crédit est essentiel, notamment parce qu'il prévoit 3,3 postes à plein temps supplémentaires. C'est important pour les services qui sont à flux tendu ou ceux où les conditions de travail sont difficiles. Cette tempête a aussi montré ce que le manque d'investissements et d'entretien peut avoir comme conséquences, notamment sur les arbres.»

Pour Lara, la tempête ne doit pas avoir de répercussions sur le personnel communal qui a tout mis en œuvre pour redonner à la ville une allure présentable. «Pour le PoP de la Tchaux, il faut absolument veiller à l'état de santé du personnel et qu'il ne soit pas surchargé. On a déjà connu des périodes où des services dysfonctionnaient en raison d'effectifs insuffisants. Depuis le début de cette législature, on sent que la fin de la politique d'austérité porte ses fruits en termes de dynamisme. La tem-

pête ne doit pas avoir des conséquences sur les projets tels que la réfection de la piscine des Mélèzes qui vient de débiter. Il faut poursuivre sur la dynamique positive de cette législature.»

La Plage des Six-Pompes qui n'a pas pu avoir lieu doit être soutenue: «Ce théâtre à ciel ouvert est essentiel pour la Ville. Les conséquences financières ne doivent pas être portées par des cagnottes privées mais par un soutien communal qui en ouvrira d'autres, à l'instar du canton, dont l'apport actuel est insuffisant», poursuit celle qui est une bénévoles assidue de la Plage. Le PoP est d'ailleurs intervenu avec Marina Schneeberger au Grand Conseil. Le conseiller d'État Alain Ribaux a laissé entendre que la Plage serait soutenue sans toutefois donner de chiffres.

Un autre thème d'actualité va rythmer le travail parlementaire de la section chaux-de-fonnière, le départ à la retraite du médecin scolaire l'an prochain: «Notre section s'engage pour qu'il soit remplacé par une personne ayant le même profil. Il en va notamment de la politique de santé publique. «C'est un service public. C'est une question de prévention dans divers domaines qui en dépendent: médecine générale, centre dentaire, alimentation, sexualité, santé mentale... C'est important qu'une Ville ait un service de qualité et on ne laissera pas la nature du poste être péjorée», conclut Lara.

vb

## VAL-DE-TRAVERS LA POLICLINIQUE EST-ELLE EN DANGER?

La population de Val-de-Travers doit-elle voir dans la prolongation de la fermeture nocturne aussi en septembre des urgences à Couvet un pas de plus vers la fermeture définitive de sa policlinique? Quelle promesse le Conseil d'Etat peut-il lui faire cette fois? Telles sont les questions que la députée Adriana Ioset, par ailleurs conseillère général à Val-de-Travers, a posées lors de la session des 6 et 7 septembre au Grand Conseil. Le conseiller d'État en charge de la Santé, Laurent Kurth, a tenu à rassurer: «La fermeture des urgences durant l'été et prolongée en septembre est liée aux difficultés bien réelles de recrutement de personnel.» Lorsqu'en 2017, l'hôpital a été transformé en policlinique, c'était pour garantir des soins de proximité. «Il n'y a pas d'intention politique de la fermer et nous sommes en discussion avec la commune. Il y a aussi des recherches de synergies entre les acteurs publics et privés pour atteindre des tailles critiques.»

La section PoP du Val-de-Travers et le parti cantronal avaient critiqué vivement, par voie de communiqué de presse fin juin la décision de RhNE de fermer la policlinique de Couvet de 20h à 8h durant l'été. «RhNE invoque le manque de personnel soignant. Cet argument rend encore plus incompréhensible le refus de la droite d'adapter les salaires au renchérissement du personnel de santé de manière rétroactive au 1er janvier 2023. La fermeture nocturne de la policlinique de Couvet est un très mauvais signal en termes de service public, notamment pour les plus défavorisés.»

Le service public se rétrécit graduellement, mais sûrement, dans le cadre d'une politique où l'intérêt pour le bien-être et le bien-vivre de la population passe gentiment en queue de classement des priorités de nos autorités pour être remplacés par les dieux gestion, rendement, bénéfiques et économicité. «Il n'y a pas d'argent dans les caisses», est le croque-mitaine que l'on

nous sert à toutes les sauces et dans tous les comptes. Curieusement, il y a toujours de l'argent pour lisser les routes et meubler les bureaux des spécialistes, alors que la santé devient une denrée de luxe à laquelle tous et toutes ne peuvent plus accéder de façon équitable (sinon égalitaire). «Aujourd'hui notre Réseau hospitalier nous présente encore un bel exemple de son désintérêt pour les habitante-e-s de notre région qui auront intérêt à ne pas tomber malades ni faire d'accident entre 20h et 8h, car le service des urgences – qui n'était déjà ni efficace, ni facile à utiliser – sera tout simplement fermé. Cette fermeture préterite davantage les plus défavorisé-e-s: celles et ceux qui, par exemple, ne possèdent pas de voiture», critique Philippe Vaucher, président de la section PoP du Val-de-Travers.

La communication de RhNE tombait curieusement juste après l'annonce de sa collaboration future avec une clinique privée présente à Val-de-Travers. «S'agit-il d'un premier pas vers le démantèlement total de la policlinique de Couvet, dernier vestige de ce qui fut un hôpital et une maternité? Serait-ce le début d'une série de communiqués nous disant que tout compte fait la permanence privée suffit largement à notre population? Nous le craignons fortement!», signale Jean-Noël Bovard, conseiller général PoP à Val-de-Travers. «D'un point de vue de l'attractivité des professions de la santé, ce rapprochement avec ce prestataire privé suscite également des inquiétudes dans la mesure où la CCT de la santé n'y est pas appliquée», remarque Julien Gressot, président du PoP neuchâtelois.

Pour le PoP, il n'est pas question de glisser vers une médecine à l'étasunienne, à prestations variables, dépendant du pouvoir d'achat des malades. «C'est la qualité de vie des habitantes et habitants du Val-de-Travers, soit plus de 11 600 personnes, qui est en jeu. Ils et elles méritent d'être traité-e-s sur un pied d'égalité avec toute la population de notre canton, conclut Adriana Ioset. Nous allons nous battre!»

# GRAND CONSEIL SUCCESSION DE LAURENT KURTH: MAUVAIS TIMING

La dernière session du Grand Conseil a vu plusieurs victoires de la gauche lors de vote très serrés, tranchés par la présidente du parlement. Cheffe du groupe VertPoP au Grand Conseil, Sarah Blum revient notamment sur la Loi sur les marchés publics. «Le soumissionnaire pressenti doit apporter la preuve du respect des conventions collectives de travail et doit respecter les conditions de travail en vigueur dans le canton, en particulier les dispositions sur le salaire minimum neuchâtelois. C'est également valable pour les entreprises extérieures au canton. Quant aux entreprises d'au moins 20 employé-e-s, elles devront garantir le respect de l'égalité salariale lors de marchés publics d'au moins 30 000 fr.»

Un autre sujet était sur toutes les lèvres: l'élection complémentaire au Conseil d'État suite à l'annonce de la démission du socialiste Laurent Kurth deux jours seulement après la date de dépôt des listes pour les élections fédérales.

Le timing - délai d'annonce des candidatures au 2 octobre et élection le 26 novembre - a fait bondir divers groupes politiques. Les groupes VertPop et celui Vert'libéral/Le Centre ont déposé une recommandation «Pour une élection complémentaire respectant les principes démocratiques!» qui a été adoptée par le Grand Conseil. Le Conseil d'État a néanmoins décidé de ne pas reporter les dates de l'élection complémentaire. «Cette élection aurait dû être repoussée afin de garantir un déroulement qui respecte les principes démocratiques, relève Sarah Blum. Cela nous a fait sourire d'entendre le Conseil d'État plaider pour le maintien du calendrier pour éviter une vacance à l'exécutif. Cela fait des années que le PoP et la gauche veulent éviter des délais de carence au sein de l'administration lors de départs d'em-

ployé-e-s. Il y a donc deux poids deux mesures et ce n'est pas acceptable. Mais ce n'est évidemment pas l'argument premier. Avec un délai d'annonce au 2 octobre, alors que la campagne bat son plein pour les élections fédérales, il y a un chevauchement de campagnes qui n'est pas souhaitable. C'est plus démocratique de permettre à tout le monde de se lancer et de laisser le temps aux partis de mener des réflexions qui ne soient pas précipitées.»

Diverses questions ont été posées lors de la session : celle de notre députée Adriana Ioset sur la policlinique de Couvet (voir en page 4).

Sarah Blum revient quant à elle sur la révision de la Loi sur l'accueil des enfants (LAE3). «Annoncée pour 2021, puis pour fin 2022 et maintenant peut-être pour l'automne 2023, la LAE3 se fait attendre! En mars 2023, la conseillère d'État en charge du DFDS espérait «pouvoir venir tout prochainement» avec, mais aucune consultation n'a encore été lancée. «Même si on nous répond que les partenaires sociaux ont été consultés, ce n'est pas les informations que nous avons. L'accueil de l'enfance est pourtant un secteur essentiel de notre société dans lequel il y a d'immenses différences entre les structures en termes de conditions salariales et de travail. Les employé-e-s, ce sont une majorité de femmes, ont d'importantes responsabilités. Cette loi est donc très importante et on n'a pas l'impression que cette révision soit menée de la meilleure des manières. Il s'agira de rester vigilant sur ce dossier et de collaborer avec les conseillers généraux des différentes communes comme cela s'est fait dernièrement à la Chau-de-Fonds concernant la problématique du nombre de places dans les structures parascolaires.»

*Vivian Bologna*

## LE LOCLE LES 150 JOURS DE MICHAËL BERLY

La section du Locle a connu un changement majeur cette année. Michaël Berly a en effet succédé à Denis de la Reussille le 1er mai 2023. Conseiller général expérimenté, Michaël est désormais conseiller communal en charge du Dicastère des espaces publics, de l'éducation et des sports. Au législatif, c'est André Hügli qui lui a succédé.

Dans sa nouvelle fonction, Michaël a plongé dans un univers aux dossiers variés. «Les chantiers sont nombreux au sein de l'école, entre l'école inclusive et l'éducation numérique, les défis sont de taille. Mais pour cela, il faut aussi des moyens financiers conséquents. Il est impératif que les cercles scolaires puissent être entendus, notamment auprès du canton. L'École doit pouvoir jouer son rôle en termes d'égalité des chances.»

L'amélioration des finances communales est un souci constant. Cela passe notamment par la volonté d'attirer de nouveaux habitant-e-s. «Pour cela, une campagne de communication va être lancée. Nous avons de belles cartes à jouer et des infrastructures pour 12 000 habitant-e-s. Notre cadre de vie est une chance à saisir. Dans un contexte d'inflation, les loyers abordables de notre commune peuvent aussi être une opportunité.»

Autre chantier de taille, l'agrandissement des vestiaires de la piscine/ patinoire du Communal. «Les infrastructures actuelles ne suffisent plus pour les besoins des clubs. Ce dossier devrait avancer rapidement et le Conseil général se penchera dessus début 2024.»

La section du Locle se prépare aux élections communales d'avril 2024. L'heure est à la préparation des listes. Dans un contexte communal où l'on peut influencer le quotidien des habitant-e-s par les décisions au Conseil général ou le travail dans les commissions, le PoP cherche les personnes intéressées à s'engager pour la collectivité.

Tu veux t'engager? Alors viens découvrir notre travail dans la section en t'annonçant auprès de notre président Cyprien Baba: 079 137 29 70

*vb*



# RASSEMBLEMENT CONTRE LA VIE CHÈRE TOUTES ET TOUS À NEUCHÂTEL LE 29.9

PRIMES, SALAIRES, RENTES, LOYERS...

# MARRE DE SE FAIRE AVOIR ?



# ALORS DIONS STOP!

**29 SEPTEMBRE, 18H FONTAINE DE LA JUSTICE | NEUCHÂTEL**

Parti socialiste neuchâtelois | POP neuchâtelois | solidarités | Les Vert-es neuchâtelois-es | USCN | Unia |  
SSP-VPOD | Avivo | Comité retraité-e-s Unia région Neuchâtel | La Grève du climat |  
Jeunesse socialiste neuchâteloise | Jeunes POP Neuchâtel | Jeunes Vert-e-s Neuchâtel

## LA GRENADE

### La Démocratie en chiffres

Les élections fédérales approchent et les sondages fleurissent, à croire que l'on n'écoute jamais autant le peuple que quand il s'agit de le draguer... Les chiffres de l'Observatoire de la démocratie (02.09.2023) nous apprennent ainsi que :

- 80% de la population ne croit pas en la capacité de la Suisse à trouver des solutions politiques
- 71% pense que le populisme domine
- 64% ne pense pas qu'il soit encore possible de trouver de larges compromis politiques
- 46% est plutôt insatisfaite de la politique suisse
- 46% pense que la Suisse réagit plutôt mal aux grands défis à venir
- 55% des électeurs n'ont pas électé\* en 2019

Mais 90% de la population s'intéresse de près ou de loin à la politique et surtout, « 85% des personnes interrogées sont satisfaites des possibilités de participer à la démocratie helvétique ».

En résumé, tout le monde est heureux de pouvoir participer à la vie politique et prétend s'y intéresser mais moins de la moitié use de cette possibilité et personne n'est vraiment content du résultat. Enfin, la moitié de la population pense que notre pays ne va pas dans la bonne direction.

Des données contrastées avec lesquelles notre parti et nos élu.e.s devront composer, tant au niveau fédéral cette année, qu'à tous les autres échelons, Pour n'Oublier Personne.

*Matthieu Reverchon*

\*Oui, ça existe. Régionalisme louisianais, c'est cadeau.



**Nous avons besoin de vos dons, petits ou grands !**

CH66 0900 0000 2300 2495 2  
POP Neuchâtelois  
Versoix 7  
2300 La Chaux-de-Fonds



# HOMMAGE À CHARLIE DE LA REUSSILLE «SALUT CAMARADE!»

Le Le PoP neuchâtelois a perdu l'un de ses plus fidèles militants début août, Charles de la Reussille, dit Charlie, père du conseiller national Denis de la Reussille. A 87 ans, Charlie s'en est allé paisiblement. Lors de ses obsèques, le conseiller communal popiste loclois Cédric Dupraz a rappelé que «Charles était un homme engagé, pour ne pas dire l'Homme engagé avec un grand H. Engagé pour le sport, pour sa famille, fière de ses enfants, de ses petits-enfants et arrière-petits-enfants. Engagé aussi et encore pour son parti, pour la cause. Charles forme sa conscience dès son plus jeune âge. Avec sa bande de copains, il entre à la fin des années cinquante au Parti ouvrier et Populaire et se syndique. Ils côtoient alors les membres fondateurs du parti, pour qui ils éprouvent une sincère admiration. Il aime à dire que le PoP, c'est un tiers d'antifascistes, un tiers de camarades venus de la sociale-démocratie, un tiers de communistes.»

Durant les années soixante et suivantes, Charles s'engage notamment pour le droit de vote des femmes, la 3ème semaine de congé payé, le renforcement de l'AVS - qui allait aboutir à la suite d'un compromis au niveau national entre la gauche et les partis bourgeois à la constitution des caisses de pension-, l'intégration des communautés migrantes, notamment italiennes avec le PCI, face à la montée des mouvements Schwarzenbach.

Véritable internationaliste, féru de géopolitique, il s'engage également pour la lutte anticolonialiste – manifestations, récolte de fonds pour le Vietnam, pour Cuba; la lutte antiimpérialiste dans les années 80 en Amérique du Sud, en lançant des appels pour le Salvador, le Guatemala ou le Nicaragua. Aimant le débat d'idées,

abordant toutes les thématiques, il s'était vu exclure – il en rigolait lui-même – du parti en 1967 en raison, selon l'Impartial, de «ses activités révolutionnaires» et du fait qu'il osait aborder en public les principaux sujets de la controverse sino-soviétique. «À la fin des Trente glorieuses, l'augmentation de la précarité et du chômage amène Charlie à cofonder l'Association de défense des chômeurs. Il contribue à mobiliser les chômeurs et les chômeuses; à faire des recours juridiques pour défendre le droit des sans-emplois... avec, il est vrai, pas mal de succès», a rappelé Cédric Dupraz.

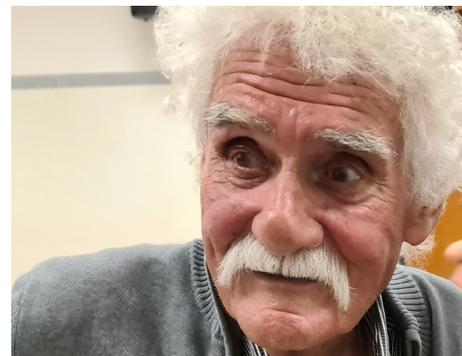
De par sa passion et son engagement pour le sport de compétition, que ce soit au foot ou en hockey, avec une nette préférence pour le «Cinq parfait» de Kroutov, Larionov ou Makarov plutôt que leur collègues Canadiens ou de NHL, il s'engage pour le sport-santé, regrettant la place trop importante du sport-vedette, alors même que les heures légales de gymnastique au sein des écoles n'étaient pas respectées.

Son engagement au PoP l'a amené, dans les années quatre-vingt, à devenir secrétaire cantonal du PoP aux côtés de Frédéric Blaser et de Manuela Chénal. Ouvriers, leurs connaissances dans les domaines que certains voudraient voir réservés à une élite académique étaient reconnues de tous: le droit, notamment des assurances sociales, l'histoire, la géopolitique.

Le 2 septembre, le président du parti, Julien Gressot, lui a rendu hommage lors de la Braderie chaud-de-fonnière où un verre a été offert en sa mémoire. Julien sait combien le départ de Charlie laissera un immense vide: « Mémoire vivante du PoP, Charlie était un camarade qui n'avait

de cesse de transmettre les valeurs, l'histoire du parti, transportant avec lui de nombreuses photos. Il aimait à rappeler l'héritage des anciens, des militant-e-s qui se sont engagé-e-s... Charlie participait encore et toujours activement aux séances du comité cantonal. D'ailleurs, la hantise du bureau, c'était lorsque nous abordions les divers. On savait que nous allions en prendre pour notre grade et que la séance allait se prolonger. Mais ses coups de gueule étaient toujours bienveillants,... nous rappelant constamment que la véritable place d'un camarade, c'était dans la rue... » Les mémoires de Charles de la Reussille recueillies par Robert Nussbaum ont paru le 16 décembre 2020. La version papier peut être commandée auprès de l'auteur (nussbaum.news@gmail.com, 078 716 52 49).

Malgré une santé déclinante, Charlie a été actif jusqu'au bout. Le 3 juin, lors de la soirée de soutien aux élections fédérales, il a tenu à dire que le PoP devait s'engager pleinement dans cette campagne. Le 29 juin, il participait à l'AG cantonale même si le moindre déplacement était un effort immense. «Tu préfères pas rentrer te reposer Charlie?», lui demandait-on pour le préserver. «Non, je me fixe des buts.» Il aura tout donné. Jusqu'au bout.



## AGENDA SEPTEMBRE-DÉCEMBRE 2023 ET CONTACTS

### Parti cantonal (Versoix 7, la Chaux-de-Fonds)

[pop.neuchatelois@bluewin.ch](mailto:pop.neuchatelois@bluewin.ch) ou [www.pop-ne.ch](http://www.pop-ne.ch)

Suivez-nous sur Insta [pop\\_neuchatel](#) ou FB [popneuchatel](#)

- Rassemblement contre la vie chère le 29 septembre à Neuchâtel dès 18h: Denis de la Reussille y prendra la parole
- Comité cantonal le 25 octobre dans le Val-de-Travers à 20h). On fera le bilan de la campagne des Fédérales
- La fête de fin d'année est fixée au 20 décembre (L'horaire et les détails suivront).

### Section de la Tchaux [pop.lachaux@pop-ne.ch](mailto:pop.lachaux@pop-ne.ch)

Les séances de la section se déroulent un lundi sur deux à 20h

### Le Locle - Les Brenets (Envers 7, au Locle)

[pop-lelocle@pop-ne.ch](mailto:pop-lelocle@pop-ne.ch)

Séances de section : 16 et 23 octobre, 6 et 13 novembre à 20h

### Littoral

[neuch@pop-ne.ch](mailto:neuch@pop-ne.ch)

### Val-de-Travers (Unia Fleurier)

[val-de-travers@pop-ne.ch](mailto:val-de-travers@pop-ne.ch)

Séance de section : 17 octobre, 7 et 28 novembre

### Jeunes POP

[neuchatel@jeunespop.ch](mailto:neuchatel@jeunespop.ch)

# POUR N'OUBLIER PERSONNE



JULIEN GRESSOT  
SARAH BLUM  
DENIS DE LA REUSSILLE  
LAURENCE BOEGLI



ÉLECTIONS FÉDÉRALES  
DU 22 OCTOBRE 2023